



Communiqué de presse

## Lancement d'une nouvelle coalition visant à sortir le gaz des bâtiments au Québec

### Dévoilement de la campagne « Le gaz : naturellement risqué! »

**Montréal, Québec, le mardi 4 avril 2023** - La nouvelle coalition *Sortons le gaz!* a lancé, ce matin, une toute première campagne pour accélérer l'abandon du gaz fossile (dit naturel par l'industrie) dans les bâtiments du Québec. Réunissant des organisations environnementales, syndicales et citoyennes, cette coalition s'emploie à contrer la désinformation sur ce combustible fossile en alertant la population québécoise sur les différents risques associés à son utilisation. Dévoilant pour l'occasion un site Web et l'identité visuelle de sa campagne de sensibilisation intitulée *Le gaz : naturellement risqué*, la coalition s'attaque aux mythes répandus par l'industrie gazière, en insistant sur les risques pour la santé des populations, pour l'environnement et pour les finances de maintenir le gaz dans nos demeures et lieux de travail. Elle propose aussi des solutions de rechange plus sûres et plus écologiques.

#### **Risques pour le climat et l'environnement**

Malgré les efforts marketing des distributeurs gaziers pour verdir l'image de leur produit, la coalition rappelle que le gaz distribué au Québec est à 99 % d'origine fossile et à plus de 80 % issu de la fracturation hydraulique. Le gaz brûlé dans les bâtiments représente 7 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre du Québec et 63 % des émissions du secteur des bâtiments, soit l'équivalent de celles générées par 1,6 million de véhicules. Pour les membres de la coalition, « il ne fait plus aucun doute que le gaz est risqué pour le climat et l'environnement, et ce, de la fracturation à la consommation. Face à l'urgence, il faut agir de manière responsable et abandonner cette énergie destructrice ».

#### **Risques pour la santé**

Plus de 80 % des études publiées à ce jour démontrent une association claire entre la fracturation hydraulique et plusieurs impacts sur la santé humaine. Il est aussi démontré que les cuisinières au gaz augmentent les risques de développer des problèmes pulmonaires et cardiaques et émettent des polluants même lorsqu'elles ne sont pas allumées. Pour les professionnel-le-s de la santé qui soutiennent la campagne, « sortir le gaz des bâtiments contribuerait à améliorer la santé humaine et celle de l'environnement dans lequel nous vivons ».

#### **Risques pour les finances personnelles et publiques**

Le gaz est entièrement importé de l'Ouest canadien et des États-Unis, ce qui renforce la dépendance du système énergétique québécois envers un marché mondial des énergies fossiles sur lequel notre gouvernement n'a aucun contrôle, tant sur le plan des approvisionnements que des prix. Considérant la volatilité de ces derniers, la coalition souligne « qu'en fonction de facteurs économiques et



politiques, ces prix du gaz pourraient fluctuer considérablement, entraînant par le fait même de mauvaises surprises aux consommateurs et consommatrices ».

### **Accélérer le mouvement pour la décarbonation des bâtiments**

Par cette campagne, la coalition souhaite également soutenir les municipalités qui s'engagent pour la décarbonation des bâtiments et accroître la pression sur le gouvernement québécois afin que celui-ci réglemente pour interdire le raccordement de tout nouveau bâtiment au réseau gazier, de même que le renouvellement des équipements existants fonctionnant à cette énergie fossile. Les citoyens et citoyennes sont donc invité-e-s à appuyer la campagne en signifiant sur le site Web leur refus du gaz dans leur domicile. Ils et elles sont également incité-e-s à envoyer des courriels à leurs conseils municipaux et élu-e-s à l'échelle québécoise à l'aide d'un formulaire automatisé.

### **Il est temps que le Québec se mette en mode solution**

Pour les membres de la coalition, il ne fait aucun doute qu'en combinant sobriété, efficacité énergétique et une saine gestion de la demande de pointe grâce à des technologies matures et prêtes à l'emploi, le Québec peut dès maintenant entamer la conversion complète des systèmes de chauffage, de cuisson et de séchage au gaz vers le tout électrique. Les membres de la coalition rappellent que « l'abandon du gaz dans les bâtiments ne se fera pas en un jour. En effet, même si on appliquait aujourd'hui 100 % de ses recommandations, la conversion des bâtiments à l'électricité ne pourrait pas être achevée avant 2046 en suivant le cours naturel de remplacement des équipements ».

« Le Québec s'est engagé à atteindre la carboneutralité avant 2050. Il est temps que son gouvernement passe de la parole aux actes et planifie sans plus tarder la sortie complète du gaz naturel des bâtiments », de conclure Marie-Noëlle Foschini, coordonnatrice de la coalition.

### **Citations des membres**

« Il est plus que temps de comprendre et d'assumer collectivement que du gaz, c'est du gaz. Et que celui-ci affecte gravement, bien que trop souvent et depuis trop longtemps de manière insidieuse, la santé de nos enfants et des plus vulnérables. Il est inacceptable que l'industrie gazière ait si longtemps caché des dangers qui ont alourdi les coûts pour notre système de santé, en usant d'écoblanchiment et surtout en omettant de parler des dangers pour la santé humaine. Sortir du gaz est logique, et la cohérence est essentielle pour la poursuite de nos objectifs de carboneutralité, et surtout, pour les atteindre! » - **Patricia Clermont, coordonnatrice de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME)**

« La rentabilité du secteur pétrolier et gazier est appelée à décliner plus rapidement que l'on pense. Les fonds de pension, dont la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), qui y investissent les épargnes de leurs cotisant-e-s risquent ainsi de se retrouver brusquement avec des actifs qui auront perdu beaucoup de leur valeur. La CDPQ, qui gère les placements du Régime des rentes du Québec et de 36 autres caisses de retraite au Québec, possède 80,9 % d'Énergir. Notre bas de laine québécois doit sortir du gaz puisque ce n'est pas une énergie de transition et que cela fragilise la retraite de ses cotisant.e.s » - **Sébastien Collard, porte-parole de la Coalition Sortons la Caisse du carbone.**



« Sortir le gaz fossile de nos bâtiments, c'est la prochaine frontière à franchir sur le plan énergétique au Québec. Après avoir mis fin à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures en sol québécois, pour agir de manière logique et cohérente, il est maintenant temps de prendre le taureau par les cornes et de s'attaquer au vrai problème : notre dépendance aux énergies fossiles au quotidien. Arrêtons de miser sur de fausses solutions comme le gaz naturel dit "renouvelable" et misons plutôt sur des alternatives comme l'électrification intelligente et la sobriété énergétique. » - **Andréanne Brazeau, analyste des politiques climatiques, Équiterre**

« La consommation d'énergie provenant des combustibles fossiles est un concept totalement désuet vu la crise climatique actuelle et nos objectifs de carboneutralité. Pour arriver à une réelle transition socio-écologique et garantir des conditions de vie durables et saines aux générations futures, il faut dès maintenant prioriser l'électrification et l'efficacité énergétique et abandonner le chauffage au gaz naturel. Nous invitons les citoyen.ne.s à s'engager foncièrement dans cette cause en s'informant, en se méfiant des stratégies d'écoblanchiment des compagnies gazières et en exprimant leur volonté de sortir le gaz des bâtiments auprès de leurs élus.e.s. » - **Stéphanie Harnois, spécialiste des communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki**

« Pour sortir d'un trou il faut arrêter de creuser. Au contraire, le gouvernement Legault dort encore au gaz et préfère écouter l'industrie fossile plutôt que d'assurer la transition vers les énergies à 100% renouvelables pour le chauffage des bâtiments. Le premier pas sera d'interdire l'ajout et le remplacement des équipements au gaz dans les bâtiments. De plus en plus de municipalités font le pas, le gouvernement Legault devrait faire pareil. » - **Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie, Greenpeace Canada**

« Les risques économiques de la dépendance au gaz sont importants et vont croître dans les prochaines décennies. Le Québec doit importer tout le gaz fossile qu'il consomme ce qui plombe notre balance commerciale et celui-ci est sujet à d'importantes fluctuations de prix comme on en fait l'expérience depuis la guerre en Ukraine. Quant au dit GNR, les quantités que l'on pourra produire au Québec dans un horizon proche sont dérisoires par rapport à la demande en combustibles et surtout ses coûts de production demeurent très élevés. Ce qui se traduit par des prix prohibitifs pour les ménages et les organisations. Ce n'est pas une alternative viable à l'électrification et la sobriété, deux solutions qui font plus de sens sur le plan économique. » - **Eric Pineault, professeur, Institut des sciences de l'environnement, UQAM**

« Après 20 ans de luttes et de victoires contre l'exploration, l'exploitation et le transport d'énergies fossiles au Québec, par souci de cohérence, il est temps de s'attaquer à la consommation. Passer à l'offensive contre le gaz dit « naturel » dans le secteur du bâtiment, c'est s'atteler à la réduction de 7 % des émissions de GES annuelles de la province. Alors que le Plan pour une économie verte du gouvernement du Québec est toujours à la recherche de mesures pour atteindre minimalement la cible de 2030, a-t-il le luxe de faire fi de ces 7 % quand des solutions existent, sont éprouvées et relativement simples à mettre en œuvre? » - **Anne-Céline Guyon, chargée de projet experte climat, Nature Québec**

« Le dernier rapport du GIEC ainsi que celui de l'Agence internationale de l'énergie sont formels, il faut éliminer toute nouvelle production de combustible fossile, ce qui implique que la consommation de ces combustibles doit nécessairement diminuer jusqu'à l'élimination complète. Ce n'est pas un choix, c'est une nécessité pour assurer un avenir aux enfants. Il est évident que cette décroissance se fera difficilement, mais si on tarde à agir, les difficultés ne feront que croître. » - **Bruno Detuncq membre du comité de coordination du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ)**

« Nous ne pouvons plus rester inactif(ive)s face à l'urgence climatique. Il faut dès maintenant entreprendre une transition juste qui ne laissera personne derrière. Il y a actuellement peu d'endroits aussi bien positionnés que le Québec pour réduire l'utilisation des énergies fossiles. Nous avons la possibilité et la capacité de le faire, il ne manque que de la volonté politique. La société civile, les travailleuses et travailleurs et plusieurs élu(e)s sont prêt(e)s et agissent. Le statu quo n'est pas une option, une transformation doit commencer dès maintenant si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des GES du Québec. » - **Emmanuel Patola, comité environnement - SCFP-Québec**

-30-

#### Renseignements :

Marie-Noëlle Foschini

Coordonnatrice de la coalition Sortons le gaz!

info@sortonslegaz.com

#### Les membres de la coalition

